

Canada Industrial Relations Board



Conseil canadien des relations industrielles

Édifice C.D. Howe, 240, rue Sparks, 4<sup>e</sup> étage Ouest, Ottawa (Ontario) K1A 0X8  
C.D. Howe Building, 240 Sparks Street, 4<sup>th</sup> Floor West, Ottawa, Ont. K1A 0X8  
Télécopieur/Fax : 613-995-9493

---

## Motifs de décision

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes,

*requérant,*

*et*

Société canadienne des postes,

*intimée,*

*et*

Phil Jutras & Son limitée,

*intervenante.*

Dossier du Conseil : 26787-C

---

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes,

*requérant,*

*et*

Société canadienne des postes,

*intimée,*

*et*

Phil Jutras & Son limitée,

*intervenante.*

Dossier du Conseil : 26790-C

---

Canada

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes,

*requérant,*

*et*

Société canadienne des postes,

*intimée,*

*et*

Phil Jutras & Son limitée,

*intervenante.*

Dossier du Conseil : 26793-C

---

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes,

*requérant,*

*et*

Société canadienne des postes; TLM Logistics inc.;  
JCE Logistics inc.,

*employeurs.*

Dossier du Conseil : 26935-C

---

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes,

*requérant,*

*et*

Société canadienne des postes; Eazy Express inc.,

*employeurs.*

Dossier du Conseil : 26936-C

---

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes,

*requérant,*

*et*

Société canadienne des postes,

*intimée.*

Dossier du Conseil : 26955-C

---

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes,

*requérant,*

*et*

1644307 Ontario inc., faisant affaire sous la raison  
sociale Super Express; Société canadienne des postes,

*employeurs,*

*et*

Diaz Enterprises inc.,

*partie intéressée.*

Dossier du Conseil : 27028-C

---

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes,

*requérant,*

*et*

RMS Pope incorporée; Société canadienne des postes,

*employeurs.*

Dossier du Conseil : 27029-C

---

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes,

*requérant,*

*et*

Eazy Express inc.,

*intimée.*

Dossier du Conseil : 27044-C

Référence neutre : 2011 CCRI 573

Le 18 mars 2011

---

Les questions en litige portent sur une procédure déjà engagée devant le Conseil canadien des relations industrielles (le Conseil) concernant les demandes et les plaintes mentionnées ci-dessus attribuées à un banc du Conseil composé de M<sup>c</sup> Douglas G. Ruck, c.r., Vice-président, ainsi que de MM. Patrick J. Heinke et Norman Rivard, Membres. Comme il est expliqué plus en détail ci-après, la présente décision partielle a trait à une demande du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (le STTP ou le syndicat) qui vise à retirer les demandes d'accréditation constituant les dossiers du Conseil n<sup>os</sup> 26787-C, 26790-C et 26793-C et à suspendre l'instruction de sa contestation fondée sur la *Charte canadienne des droits et libertés* (la contestation fondée sur la *Charte*) dans des demandes de déclaration d'employeur unique et des plaintes de pratique déloyale de travail reliées (les dossiers du Conseil n<sup>os</sup> 26935-C, 26936-C, 27028-C, 27029-C, 26955-C et 27044-C). Une réunion de gestion des affaires a eu lieu aux bureaux du Conseil à Ottawa (Ontario), le 9 décembre 2010, et ce dernier a convoqué une réunion pour le 17 février 2011, à ses bureaux situés à Toronto (Ontario), en vue de faire part de sa décision de vive voix aux parties et de fixer les procédures dans le cadre desquelles les questions seraient instruites, ainsi que les dates de cette instruction.

#### **Ont comparu**

M<sup>c</sup> Jean-Marc Eddie, pour le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes;

M<sup>es</sup> John Craig et Brad Elberg, pour la Société canadienne des postes;

M<sup>c</sup> Thomas Stefanik, pour Eazy Express inc., 1644307 Ontario inc., faisant affaire sous la raison sociale Super Express, et RMS Pope incorporée;

M<sup>c</sup> Michel Carré, pour Phil Jutras & Son limitée.

Les présents motifs de décision ont été rédigés par M<sup>c</sup> Douglas G. Ruck, c.r., Vice-président.

## **I – Nature des demandes**

[1] Le Conseil a examiné une demande du STTP visant à retirer les demandes d'accréditation constituant les dossiers du Conseil n<sup>os</sup> 26787-C, 26790-C et 26793-C. Le syndicat a aussi demandé au Conseil de suspendre l'instruction de sa contestation fondée sur la *Charte* dans des demandes de déclaration d'employeur unique et des plaintes de pratique déloyale de travail reliées (les dossiers du Conseil n<sup>os</sup> 26935-C, 26936-C, 27028-C, 27029-C, 26955-C et 27044-C).

[2] Le 17 février 2011, dans le cadre d'une décision rendue de vive voix à partir de ses bureaux à Toronto, le Conseil a accordé au syndicat, en partie, l'autorisation de retirer les demandes d'accréditation en cause et a rejeté sa demande visant à suspendre l'instruction de sa contestation fondée sur la *Charte* dans les demandes et les plaintes reliées. Voici les motifs détaillés de la décision du Conseil.

## **II – Contexte et faits**

[3] Les parties connaissent bien le contexte historique et la chronologie des faits dont il est question en l'espèce, et ces derniers sont relatés en détail dans les observations respectives des parties ainsi que dans les diverses décisions partielles du Conseil (voir *Société canadienne des postes*, 2009 CCRI 450, décision confirmée à l'issue d'un réexamen dans *Société canadienne des postes*, 2009 CCRI LD 2133; ainsi que la décision partielle *Société canadienne des postes*, 2010 CCRI 525). Il n'est donc pas nécessaire d'exposer à ce stade-ci la chronologie complète des faits; un bref résumé des faits essentiels suffira. Les demandes et les plaintes ont trait à des travailleurs qui ont conclu des contrats de services urbains fusionnés (SUF) ou de services routiers (SR) avec la Société canadienne des postes (Postes Canada) ainsi qu'à des travailleurs qui sont affectés au traitement, à la levée et

à la livraison de lettres, de colis et d'autres articles pour les entrepreneurs ayant conclu des contrats de SUF et de SR avec Postes Canada.

[4] En réponse aux demandes et aux plaintes du syndicat, Postes Canada a soulevé une objection quant à la compétence du Conseil pour instruire ces affaires en invoquant le paragraphe 13(5) de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, L.R.C. 1985, c. C-10 (la LSCP), lequel stipule en partie que « les entrepreneurs postaux sont réputés n'être ni des entrepreneurs dépendants ni des employés au sens du paragraphe 3(1) du [Code canadien du travail (Partie I – Relations du travail)] ».

[5] Dans les demandes d'accréditation, le syndicat a fait valoir que le paragraphe 13(5) de la LSCP contrevenait à la *Charte*, car il porte atteinte au droit à la liberté d'association qui est garanti aux travailleurs des SUF et des SR. Dans les plaintes de pratique déloyale de travail et les demandes de déclaration d'employeur unique, le syndicat a fait valoir que le paragraphe 13(5) ne s'appliquait pas aux travailleurs concernés, car ils ne sont pas des entrepreneurs postaux au sens de la LSCP. Il a fait valoir, subsidiairement, que le paragraphe 13(5) contrevenait à la *Charte*.

[6] Le Conseil a réuni les dossiers susmentionnés le 10 octobre 2008, aux fins de trancher la question de la contestation fondée sur la *Charte*. À la suite d'une série de demandes interlocutoires, de réunions de gestion des affaires, de décisions d'ordre procédural et d'audiences annulées, il a été convenu et confirmé que l'audience sur la question liée à la *Charte*, que le STTP avait initialement soulevée en juillet 2008, débiterait le 9 décembre 2010. Plusieurs dates en janvier et en février 2011 avaient également été fixées pour l'audience sur la question de la contestation fondée sur la *Charte*.

[7] D'après ce que le Conseil avait compris, toutes les parties, selon la lettre du 29 octobre 2010 de M<sup>e</sup> Eddie, achevaient de se préparer en vue de l'audience prévue. Cependant, le 3 novembre 2010, sans avoir averti le Conseil au préalable et, semble-t-il, sans avoir consulté les employeurs intimés, le STTP a présenté une demande visant à retirer les demandes d'accréditation et à suspendre l'instruction de la contestation fondée sur la *Charte* dans les autres dossiers. Le syndicat, sans l'accord du Conseil, a également fait savoir qu'il ne déposerait pas les déclarations des témoins ni les recueils de documents et de jurisprudence exigés par le *Code canadien du travail*

(Partie I – Relations du travail) (le Code) et le Règlement de 2001 sur le Conseil canadien des relations industrielles (le Règlement).

[8] Dans sa lettre du 3 novembre 2010, le STTP a demandé au Conseil un certain nombre de choses, dont les suivantes :

- autoriser le retrait des demandes d'accréditation constituant les dossiers du Conseil n<sup>os</sup> 26787-C, 26790-C et 26793-C;
- suspendre l'instruction de la question liée à la *Charte* dans les demandes de déclaration d'employeur unique et les plaintes de pratique déloyale de travail;
- trancher en priorité la question de l'applicabilité du paragraphe 13(5) de la LSCP dans les demandes de déclaration d'employeur unique et les plaintes de pratique déloyale de travail.

[9] Le syndicat a également demandé au Conseil d'annuler l'audience prévue pour le 9 décembre 2010 pour plutôt soit réserver cette date pour la présentation d'observations sur la demande de retrait, soit donner aux parties la possibilité de présenter des observations sur l'applicabilité du paragraphe 13(5) de la LSCP dans le cadre des demandes de déclaration d'employeur unique et des plaintes de pratique déloyale de travail.

[10] Le Conseil a demandé aux intimées de présenter des observations par écrit en réponse à la demande de retrait du STTP. En raison de contraintes de temps, le Conseil a annulé l'audience prévue pour le 9 décembre 2010 et a plutôt convoqué une réunion de gestion des affaires en vue de discuter des demandes du syndicat. Le Conseil a fait part de ses préoccupations au sujet de la nature des demandes du syndicat, ainsi que du moment de leur présentation, et il a fait savoir que, avant de répondre aux demandes du STTP, il devait obtenir des observations sur les questions suivantes :

- 1) indépendamment de la demande de retrait des demandes d'accréditation, y a-t-il lieu de suspendre l'instruction de l'argument fondé sur la *Charte* dans toutes les affaires en instance?



2) si l'instruction de l'argument fondé sur la *Charte* était suspendue, à quel moment le Conseil pourrait-il juger que cet argument a été abandonné?

[11] Après avoir examiné les observations écrites des parties, le Conseil a tenu une réunion avec ces dernières à ses bureaux situés à Toronto, le 17 février 2011 – l'une des dates initialement fixées pour l'instruction de la contestation fondée sur la *Charte*. Il a fait droit à la demande de retrait des demandes d'accréditation du syndicat et a rejeté sa demande visant à suspendre l'instruction de la contestation fondée sur la *Charte*.

### **III – Position des parties**

#### **A – Le syndicat**

[12] Le STTP soutient avoir présenté sa demande de retrait en raison du temps depuis lequel durent les procédures. Selon lui, les parties se trouvent maintenant à un stade où la contestation fondée sur la *Charte* n'a pas encore été instruite et le temps qui s'écoule pourrait compliquer davantage les demandes.

[13] Le syndicat prétend que la préoccupation du Conseil à l'égard des demandes de retrait découle du fait qu'un requérant pourrait retirer une demande et, peu après, présenter de nouveau une demande analogue afin de se soustraire à la période d'attente de six mois qui est prévue pour représenter une demande d'accréditation rejetée (article 38 du *Règlement*). Selon le STTP, la situation dont il est question en l'espèce est différente de celle dans laquelle un syndicat cherche à retirer une demande et à en présenter une nouvelle afin de remédier à une lacune dans la demande initiale. Selon le syndicat, les circonstances en l'espèce sont exceptionnelles.

[14] La demande de retrait du syndicat repose principalement sur le fait qu'il s'est écoulé deux ans et demi depuis la présentation des demandes d'accréditation, ainsi que sur la possibilité, de l'avis du syndicat, que l'instruction de la contestation fondée sur la *Charte* puisse ne pas être conclue avant l'automne 2011. Le syndicat ajoute que, s'il obtenait gain de cause dans sa contestation fondée sur la *Charte*, il faudrait alors que le Conseil se prononce sur l'argument de Postes Canada selon lequel



les travailleurs des SUF et des SR sont des entrepreneurs indépendants, puis, s'il concluait que les travailleurs sont des employés ou des entrepreneurs dépendants, qu'il se penche sur l'habileté à négocier de l'unité de négociation proposée. Ce n'est qu'après cela que le Conseil serait en mesure d'examiner la volonté des employés, ce qui, de l'avis du syndicat, se trouverait compliqué par l'écoulement du temps, car les contrats conclus avec les travailleurs des SUF et des SR sont habituellement d'une durée de cinq ans. Le syndicat soutient donc que l'objectif lié à de saines relations du travail penche clairement en faveur de l'autorisation du retrait.

[15] Le syndicat fait valoir que les demandes de déclaration d'employeur unique et les plaintes de pratique déloyale de travail diffèrent des demandes d'accréditation en raison du différend relatif à l'applicabilité du paragraphe 13(5) de la LSCP. Il ajoute que, s'il a raison de soutenir que les travailleurs visés par ces demandes et ces plaintes ne sont pas des « entrepreneurs postaux » au sens de la LSCP, il sera inutile de trancher la question liée à la *Charte*. Selon le syndicat, il serait plus expéditif de traiter en priorité cette question d'applicabilité.

[16] En réponse aux questions supplémentaires posées par le Conseil, le syndicat fait valoir que ce dernier devrait suspendre l'instruction de l'argument fondé sur la *Charte*, car il n'a jamais été convenu de traiter en priorité la question liée à la *Charte* dans les demandes de déclaration d'employeur unique et de plaintes de pratique déloyale de travail. Le STTP soutient qu'il a toujours eu pour position principale que les travailleurs visés par les demandes de déclaration d'employeur unique et les plaintes de pratique déloyale de travail ne sont pas des « entrepreneurs postaux » et que, cela étant, son argument fondé sur la *Charte* est seulement subsidiaire. Le STTP fait donc valoir que, s'il ne souhaite plus donner suite aux demandes d'accréditation, l'argument fondé sur la *Charte* n'est essentiellement plus nécessaire à ce stade-ci des procédures et que le Conseil ne devrait pas l'instruire à ce moment-ci.

[17] Quant à la question au sujet de l'abandon, le STTP soutient que le Conseil pourrait juger que la question liée à la *Charte* a été abandonnée s'il concluait que les employés visés par les demandes de déclaration d'employeur unique et les plaintes de pratique déloyale de travail ne sont pas des entrepreneurs postaux.

[18] Le syndicat affirme également que le Conseil ne devrait pas instruire la contestation fondée sur la *Charte*, car cette question ne devrait pas être instruite sans que l'on puisse expliquer directement au banc un contexte factuel. De l'avis du STTP, procéder autrement équivaldrait à rendre une décision dans un vide factuel.

## **B – Les intimées**

[19] Les intimées soutiennent que la demande de retrait du STTP est une autre tentative visant à ce que le Conseil scinde certaines des instances réunies, ce que ce dernier a refusé de faire le 9 septembre 2010. Elles font valoir, subsidiairement, que le syndicat demande indirectement au Conseil de réexaminer cette décision sans qu'il soit justifié de le faire.

[20] Les intimées ne souscrivent pas à l'affirmation du STTP selon laquelle il n'a jamais été entendu ou convenu que la question liée à la *Charte* aurait priorité dans toutes les affaires. Selon les intimées, la correspondance des parties et les décisions du Conseil au sujet de la réunion des dossiers dénotent clairement que la question liée à la *Charte* était commune à toutes les affaires et qu'elle serait traitée à titre de question préliminaire dans tous les dossiers. Elles sont donc d'avis que la question liée à la *Charte* est une question pertinente et sérieuse qui, si elle n'est pas tranchée, continuera d'être un objet de litige sérieux et constant entre les parties.

### **1 – Eazy Express inc., 1644307 Ontario inc., faisant affaire sous la raison sociale Super Express, et RMS Pope incorporée**

[21] Dans une lettre datée du 4 février 2011, M. Scott Geenen, président de 1644307 Ontario inc., faisant affaire sous la raison sociale Super Express (Super Express), a informé le Conseil qu'en date du 1<sup>er</sup> mars 2011, Super Express ne serait plus l'entrepreneur de SUF à Fredericton et que, par conséquent, elle ne voulait plus être représentée dans la présente affaire et souhaitait se retirer en tant que partie à toutes les instances. Comme aucune des autres parties aux présentes instances ne s'est opposée à la demande de Super Express, le Conseil y a fait droit.

[22] Les intimées, Eazy Express inc. (Eazy Express) et RMS Pope incorporée (RMS Pope), soutiennent que le Conseil devrait rejeter la demande de retrait des demandes d'accréditation du syndicat et procéder, comme il était prévu au départ, à l'instruction de la contestation fondée sur la *Charte*. Les intimées soutiennent aussi que le syndicat ne renonce manifestement pas à sa position selon laquelle le paragraphe 13(5) de la LSCP est contraire à la *Charte*, et qu'il cherche plutôt à reporter à plus tard l'examen de cette question. À leur avis, la demande du syndicat ne rendra pas l'audience plus efficace ou expéditive et causera des retards supplémentaires. Si le requérant a tort à propos de la question de savoir si les travailleurs sont des « entrepreneurs postaux », il faudra dans ce cas que, de toute façon, les parties présentent leurs arguments au sujet de la contestation fondée sur la *Charte*, et elles auront donc perdu encore plus de temps pour trancher cette question.

[23] Dans leur réponse aux questions que le Conseil avait posées le 9 décembre 2010, Easy Express et RMS Pope ont réaffirmé qu'il y avait lieu de rejeter les demandes, mais elles ont toutefois convenu que le Conseil pourrait faire droit à la demande de retrait à certaines conditions. Selon Easy Express et RMS Pope, la contestation fondée sur la *Charte* est une question « pertinente » soumise au Conseil et la demande du syndicat visant à retirer ses demandes d'accréditation ne fait pas en sorte que la question liée à la *Charte* ne se pose plus dans les autres demandes et les autres plaintes. Étant donné que les parties ont plaidé les présentes affaires en tenant compte du fait qu'il fallait en premier lieu examiner la contestation fondée sur la *Charte*, elles soutiennent qu'il serait plus expéditif, équitable et pratique de procéder d'abord à l'examen de cette question.

[24] Easy Express et RMS Pope font valoir que, si le syndicat souhaite retirer les demandes d'accréditation et aller de l'avant avec les demandes et les plaintes reliées, il faudrait que ce soit uniquement parce qu'il abandonne officiellement tout argument fondé sur la *Charte* en rapport avec l'application du paragraphe 13(5) de la LSCP.

## **2 – Postes Canada**

[25] Postes Canada soutient qu'il n'y a pas lieu d'accueillir sans condition la demande de retrait.

[26] Postes Canada soutient que la demande de retrait constitue un abus de procédure, car il s'agit d'une tentative de contourner la décision du Conseil de traiter en priorité la contestation fondée sur la *Charte*. Elle ajoute que la présentation très tardive de la demande de retrait et les circonstances dans lesquelles elle a été présentée témoignent du caractère abusif de cette dernière, et que cela devrait amener le Conseil à rejeter la demande de retrait sans condition du syndicat. Postes Canada allègue qu'il n'existe aucun motif valable lié aux relations du travail pour accorder un retrait sans condition. De plus, selon elle, un tel retrait lui causerait un préjudice parce qu'elle a investi beaucoup de temps, d'efforts et de ressources pour répondre aux demandes d'accréditation du syndicat ainsi qu'à la question liée à la *Charte*.

[27] Postes Canada a fait savoir qu'elle ne s'opposera pas à la demande de retrait, pourvu que le Conseil impose des conditions qui : a) préserveront l'intégrité du processus concernant la validité constitutionnelle du paragraphe 13(5) de la LSCP, b) empêcheront le STTP de présenter de nouveau les demandes d'accréditation avant qu'une décision définitive ne soit rendue au sujet de la question liée à la *Charte*, ainsi que pour une période raisonnable par la suite, et c) si la question liée à la *Charte* était finalement tranchée en faveur du STTP, qu'il soit dans ce cas interdit au syndicat de présenter de nouveau les demandes d'accréditation, ou des demandes semblables, pendant une période d'au moins six mois après la date de la décision définitive. Même si elle déclare qu'elle ne s'opposerait pas à la demande de retrait, Postes Canada soutient également que les motifs qu'invoque le STTP à l'appui de sa demande ne répondent pas aux critères établis par le Conseil.

[28] Postes Canada soutient en outre qu'il faudrait trancher la question liée à la *Charte* à titre préliminaire, conformément au processus que le Conseil a déjà établi, et ce, pour trois raisons :

- 1) la question liée à la *Charte* est une question pertinente et importante à l'égard des demandes de déclaration d'employeur unique et des plaintes de pratique déloyale de travail, car le syndicat conteste la validité constitutionnelle du paragraphe 13(5) de la LSCP en réponse à l'argument de Postes Canada selon lequel le Conseil n'a pas compétence pour instruire les demandes et les plaintes en raison du paragraphe 13(5) de la LSCP;

2) le Conseil et les parties ont investi beaucoup de temps et de ressources en vue de l'instruction de la question liée à la *Charte*;

3) si la question liée à la *Charte* n'est pas réglée, elle continuera d'être un objet de litige important entre les parties.

[29] En réponse aux questions supplémentaires posées par le Conseil, Postes Canada a fait valoir que le Conseil devrait exercer son pouvoir discrétionnaire et rejeter la demande du syndicat visant à suspendre l'instruction de la question liée à la *Charte*, et ce, en raison du principe de la préclusion pour question déjà tranchée et de celui qui interdit les contestations parallèles. Essentiellement, Postes Canada soutient que le Conseil a décidé de réunir les dossiers et de trancher la question liée à la *Charte* à titre préliminaire, mais que, malgré cela, le STTP a constamment tenté de faire annuler ou de contourner la décision du Conseil.

[30] Postes Canada n'est pas d'accord non plus avec le STTP lorsque celui-ci affirme que, une fois les demandes d'accréditation retirées, la question liée à la *Charte* deviendrait purement hypothétique en ce qui a trait aux demandes de déclaration d'employeur unique et aux plaintes de pratique déloyale de travail. Elle soutient que, comme elle se fonde sur le paragraphe 13(5) de la LSCP comme moyen de défense dans toutes les affaires réunies, la contestation fondée sur la *Charte* est tout sauf hypothétique.

[31] Postes Canada conteste aussi l'affirmation du STTP selon laquelle il serait plus expéditif pour les parties de traiter de l'applicabilité du paragraphe 13(5) de la LSCP aux employés qui sont visés par les demandes de déclaration d'employeur unique et les plaintes de pratique déloyale de travail, car les employeurs auront peut-être à produire des éléments de preuve sur la nature de leurs activités, leurs obligations et relations contractuelles, de même que sur les objets législatifs du paragraphe 13(5) de la LSCP.

[32] En réponse à la question au sujet de l'abandon, Postes Canada soutient que, malgré la décision de réunir les instances que le Conseil a prise il y a 28 mois, le syndicat continue de contester la



décision du Conseil et n'est ni disposé ni prêt à traiter de la question liée à la *Charte*; il faudrait donc que le Conseil exerce son pouvoir discrétionnaire et déclare la question abandonnée.

#### **C – L'intervenante - Phil Jutras & Son limitée (Jutras)**

[33] Jutras a obtenu la qualité d'intervenante dans le cadre des demandes d'accréditation, mais non pas dans celui des demandes de déclaration d'employeur unique et des plaintes de pratique déloyale de travail. Elle a indiqué qu'elle était prête à consentir au retrait des demandes d'accréditation, compte tenu de ce qu'il en coûterait pour prendre part à ces procédures. Elle a toutefois indiqué qu'elle préférerait que l'on tranche maintenant la question liée à la *Charte*, car, à son avis, il y va de l'intérêt du public. Cependant, elle a fait valoir que, si la question n'était pas tranchée maintenant, il ne fallait pas permettre au syndicat de contester ultérieurement la validité constitutionnelle du paragraphe 13(5) de la LSCP sans donner aux entrepreneurs postaux la possibilité de demander la qualité d'intervenant.

#### **IV – Analyse et décision**

[34] À certains égards, le Conseil est porté à considérer la lettre du syndicat datée du 3 novembre 2010 non pas comme une demande de retrait, mais davantage comme une affirmation ou une déclaration selon laquelle le STTP avait en fait décidé de retirer les demandes d'accréditation et, comme il n'était plus nécessaire de trancher la question liée à la *Charte* à titre préliminaire, le syndicat n'était plus tenu de déposer ses documents ou sa jurisprudence, conformément à l'entente qu'il avait conclue avec les intimées et à l'engagement qu'il avait pris envers le Conseil, conformément au *Règlement*. Le syndicat a justifié sa décision en faisant valoir qu'il avait fallu beaucoup de temps pour atteindre ce stade des procédures et que, comme la question liée à la *Charte* n'avait pas encore été instruite, ce qui était susceptible de compliquer davantage les demandes d'accréditation, il n'était plus nécessaire de se conformer aux directives du Conseil.

[35] Le Conseil fait observer que s'il n'avait pas reçu la lettre du syndicat datée du 3 novembre 2010, les dates d'audience prévues en décembre 2010, en janvier 2011 et en février 2011 auraient servi à l'audience sur la question liée à la *Charte* et que, selon toute vraisemblance, on aurait réalisé des

progrès importants. Au lieu de cela, le Conseil a dû se servir de ces mêmes dates pour traiter d'une demande de retrait et de mise en suspens de l'instruction de la question liée à la *Charte* parce que, selon le syndicat, cette question n'avait pas encore été instruite.

[36] Les questions en l'espèce ont pris un temps considérable, et, dès le départ, les parties et le Conseil ont consacré beaucoup d'efforts pour se préparer à une audience sur le bien-fondé des demandes et, surtout, à une audience sur la question préliminaire liée à la *Charte*. Comme il a été mentionné précédemment, la demande de retrait et de mise en suspens de l'instruction de la question liée à la *Charte* du syndicat ne se limite pas uniquement aux demandes d'accréditation, mais elle touche aussi d'autres aspects des instances mises au rôle. Le Conseil a expliqué aux parties, lors de la réunion de gestion des affaires du 9 décembre 2010, qu'il considérerait ces deux types de demande comme des questions d'ordre procédural distinctes. Par conséquent, aux fins de la présente décision, le Conseil déterminera en premier lieu si le syndicat a des motifs suffisants pour retirer ses demandes d'accréditation. Il examinera ensuite la demande du syndicat visant à suspendre l'instruction de la question liée à la *Charte*, en tenant compte des observations supplémentaires que les parties ont présentées à la suite de la réunion de gestion des affaires.

#### **A – Demande de retrait**

[37] Il ne suffit pas qu'une partie fasse tout simplement part du souhait de retirer sa demande ou sa plainte une fois que le Conseil a été dûment saisi de l'affaire. Le traitement et l'évaluation des plaintes et des demandes requièrent du temps, des efforts et des dépenses considérables de la part des parties ainsi que du Conseil. Ainsi, une partie ne peut pas retirer unilatéralement une demande ou une plainte sans l'autorisation du Conseil. La partie qui présente une demande de retrait doit établir qu'il existe, pour le faire, des motifs valables liés aux relations du travail (voir *Technair Aviation Liée* (1990), 81 di 146; et 14 CLRBR (2d) 68 (CCRT n° 812); et *Société canadienne des postes* (1987), 70 di 1; et 16 CLRBR (NS) 310 (CCRT n° 628)). Le Conseil, comme en témoigne sa jurisprudence, a établi un certain nombre d'éléments qu'il prend en considération au moment de décider s'il y a lieu d'autoriser un retrait. Il s'agit notamment des éléments suivants :



- réaliserait-on mieux l'objectif visant à favoriser l'établissement de saines relations du travail en faisant droit à une demande de retrait?
- le fait de faire droit à une telle demande serait-il conforme aux dispositions législatives et réglementaires afférentes au *Code*, y compris l'article 38 du *Règlement*?
- la demande pourrait-elle constituer un emploi abusif des procédures du Conseil?
- la partie intimée à la demande subirait-elle un préjudice indu?
- servirait-on mieux l'intérêt public en faisant droit à la demande de retrait.

[38] Le motif ou la justification qu'invoque le STTP pour demander un retrait est fondé sur le fait qu'il est possible, selon lui, que l'écoulement du temps complique le processus d'accréditation, ainsi que sur le fait qu'il reste encore à instruire la contestation fondée sur la *Charte*. Il est important de situer la demande dans son contexte. L'écoulement du temps est au coeur même de la demande du syndicat. Pourtant, la demande de retrait de ce dernier a été présentée à un moment où le Conseil était prêt et disposé à entendre les arguments du syndicat à propos de la contestation fondée sur la *Charte*. La demande du syndicat a également été faite à un moment où les intimées étaient prêtes et disposées à présenter leurs arguments au Conseil en réponse à la contestation fondée sur la *Charte*. De plus, la demande a été présentée à un moment où le syndicat aurait dû être prêt et disposé à faire valoir ses arguments. Le moment auquel le syndicat a demandé le retrait, ainsi que les motifs qu'il invoque à l'appui de sa demande, sont donc douteux.

[39] Les intimées soutiennent que la demande du syndicat porte préjudice à leurs affaires respectives, mais, de l'avis du Conseil, le prétendu préjudice, tel qu'il est énoncé dans les observations respectives des intimées, ne résulte pas tant du retrait des demandes d'accréditation que de la demande du syndicat visant à suspendre l'instruction de la question liée à la *Charte*. Étant donné qu'il examine en premier lieu la demande de retrait des demandes d'accréditation en faisant abstraction de la demande supplémentaire du syndicat, le Conseil est convaincu que les intimées ne subissent aucun préjudice indu.

[40] Les intimées allèguent également que les actes du syndicat constituent un abus de procédure, mais, là encore, le Conseil est d'avis que l'allégation découle davantage de la demande visant à

suspendre l'instruction de la question liée à la *Charte* que de la demande du syndicat visant à retirer les demandes d'accréditation, lorsqu'on examine cette dernière demande de façon isolée.

[41] Certes, les motifs qu'invoque le syndicat à l'appui de la demande de retrait sont inhabituels et ne correspondent pas aux termes précis qu'emploie le Conseil. Il n'est pas question ici d'une situation dans laquelle le requérant a passé en revue les demandes d'accréditation et les a jugées lacunaires et, de ce fait, plutôt que de subir le processus tout entier, il soutient qu'il convient de retirer les demandes parce qu'il n'existe plus d'objectif valable lié aux relations du travail pour procéder. Le syndicat est plutôt d'avis que l'on a affaire en l'espèce à une situation unique et que, en raison des retards causés par l'examen des diverses questions préliminaires, questions qui n'ont pas encore été traitées intégralement, l'objectif lié à de saines relations du travail penche manifestement en faveur de l'autorisation du retrait dans les circonstances particulières en l'espèce.

[42] Cela dit, le Conseil est conscient du fait qu'il reste à trancher un certain nombre de questions importantes dans les demandes d'accréditation, dont celles de savoir si les travailleurs en question sont des entrepreneurs indépendants, si l'unité de négociation est habile à négocier collectivement et si la majorité des travailleurs souhaite que le syndicat les représente. Même s'il s'est écoulé plus de deux ans et demi depuis la présentation des demandes d'accréditation, les parties n'ont pas encore commencé à débattre du fond de l'affaire en raison d'un certain nombre de questions d'ordre procédural et d'objections qui ont accaparé une bonne part du temps des parties et du Conseil. De plus, d'un point de vue pratique, les travailleurs des SUF et des SR qui sont visés par les demandes d'accréditation sont habituellement liés par contrat pour une période de cinq ans. Il est donc probable, compte tenu des longs litiges entre les parties, que les contrats en question auront expiré avant que le Conseil ait eu la possibilité de régler en totalité les demandes d'accréditation.

[43] Le Conseil doit aussi demeurer conscient du fait qu'il existe, chez les intimées, un certain appui en faveur du retrait. Postes Canada ne s'oppose pas à la demande de retrait des demandes d'accréditation du syndicat, pour autant que le Conseil impose certaines conditions. L'intervenante, Jutras, appuie la position de Postes Canada et ne s'oppose pas à la demande du syndicat. Par contre, Eazy Express et RMS Pope s'y opposent et demandent que le Conseil rejette la demande du syndicat, mais le Conseil est convaincu que leurs préoccupations véritables, comme il a déjà été mentionné,

concernent la demande du syndicat visant à suspendre l'instruction de la contestation fondée sur la *Charte* dans les autres affaires, et non pas la demande de retrait des demandes d'accréditation.

[44] Le Conseil est convaincu que les préoccupations d'Eazy Express et de RMS Pope, ainsi que les conditions que demande Postes Canada, peuvent être réglées convenablement sans rejeter complètement la demande de retrait du syndicat. Le Conseil établit une distinction entre les affaires dans lesquelles il a examiné une demande d'accréditation et l'a rejetée et celles dans lesquelles il a accordé l'autorisation de retirer la demande. Dans ce deuxième cas, le Conseil n'impose habituellement pas de délai d'attente pour la présentation d'une nouvelle demande. Le Conseil estime qu'il n'est pas justifié à ce moment-ci de le faire. Si le syndicat venait effectivement à présenter de nouveau une demande d'accréditation à une date ultérieure, et ce, avant que les affaires reliées soient tranchées de manière définitive, le Conseil serait disposé à entendre les observations des intimées quant à la raison pour laquelle il n'y aurait pas lieu d'examiner la demande à ce moment-là.

[45] Le Conseil est donc disposé à accorder au syndicat l'autorisation de retirer les demandes d'accréditation.

#### **B – La demande visant à suspendre l'instruction de la contestation fondée sur la *Charte***

[46] La demande connexe visant à suspendre l'instruction de la question liée à la *Charte* est l'un des principaux objets de litige découlant de la demande de retrait des demandes d'accréditation du STTP. Le syndicat soutient qu'il est justifié de le faire, car il n'a jamais été entendu ou convenu que cette question serait tranchée en priorité dans les demandes de déclaration d'employeur unique et les plaintes de pratique déloyale de travail. Les intimées ne souscrivent pas à cet argument, et le Conseil est lui aussi de cet avis. Le Conseil estime que la position du STTP n'est tout simplement pas étayée par les événements qui ont eu lieu jusqu'ici. Les décisions antérieures – et nombreuses – du Conseil, ainsi que les lettres que ce dernier et les parties se sont échangées, indiquent clairement que les affaires ont été réunies parce qu'il existait une question préliminaire commune qui avait une incidence directe sur chacun des dossiers réunis – et il s'agit de la contestation fondée sur la *Charte* (voir *Société canadienne des postes* (450), précitée; et *Société canadienne des postes* (525), précitée).

Avant de décider qu'une réunion des instances était justifiée, le Conseil a demandé aux parties de lui faire part de leurs observations et, après mûre réflexion, il a déterminé qu'il y avait lieu de réunir les instances en raison de la contestation fondée sur la *Charte*. Dire maintenant, comme le fait le syndicat, que rien n'a été convenu en ce sens, c'est faire abstraction de la réalité et des décisions antérieures du Conseil.

[47] Le syndicat soutient également qu'il ne faut pas instruire la question liée à la *Charte* parce que :

[p]our que le Conseil puisse instruire la question de la contestation fondée sur la *Charte* avant de déterminer si les travailleurs sont des « entrepreneurs postaux », il faudrait juger de façon hypothétique la validité constitutionnelle du paragraphe 13(5), car la violation des droits garantis par la *Charte* est, à l'heure actuelle, de nature purement hypothétique. Les contestations fondées sur la *Charte* ne devraient pas être tranchées dans un tel « vide factuel ».

(traduction)

[48] L'argument du syndicat repose sur sa position selon laquelle la contestation fondée sur la *Charte* n'est plus une question pertinente à ce stade-ci, car il a décidé de renoncer aux demandes d'accréditation. Cependant, comme il a été expliqué précédemment, le Conseil n'est pas de cet avis. La question liée à la *Charte*, même en l'absence des demandes d'accréditation, n'existerait pas dans le vide, car il a été conclu que cette question s'appliquait aussi aux demandes de déclaration d'employeur unique et aux plaintes de pratique déloyale de travail. Cela étant, la question liée à la *Charte* demeure une question pertinente qu'il faudra que le Conseil tranche dans le cadre des dossiers en instance.

[49] Dans le cadre de sa demande de retrait, le syndicat demande également que le Conseil, tout en mettant en suspens l'instruction de la question liée à la *Charte*, se prononce en priorité sur l'applicabilité du paragraphe 13(5) de la LSCP dans le contexte des demandes de déclaration d'employeur unique et des plaintes de pratique déloyale de travail. Le STTP, dans les observations qu'il a présentées à l'appui de sa demande de retrait des demandes d'accréditation, a indiqué qu'il était disposé à plaider l'applicabilité du paragraphe 13(5) aux demandes de déclaration d'employeur unique et aux plaintes de pratique déloyale de travail le 9 décembre 2010. Cependant, en l'absence d'une forme quelconque de consultation avec les autres parties, les intimées n'étaient pas disposées à procéder à l'examen de cette question en se fondant uniquement sur les plaidoiries. Dans leurs

observations, les intimées semblent avoir une vue quelque peu différente de la manière dont se déroulerait l'audience sur les demandes d'employeur unique et les plaintes de pratique déloyale de travail et elles ont indiqué que, selon toute vraisemblance, elles voudraient faire entendre des témoignages sur certains aspects de l'audience. Le Conseil note aussi que le syndicat se fonde dans une assez large mesure sur une décision que le Conseil a rendue antérieurement (voir *Fazy Express inc.*, 2010 CCRI LD 2277), dans laquelle il a été conclu que les employés d'Eazy Express n'étaient pas des entrepreneurs postaux. Le syndicat ne mentionne toutefois pas que, dans cette affaire, l'argument fondé sur la *Charte* n'a été ni invoqué ni examiné, alors que, en l'espèce, cet argument a été avancé en réponse au fait que les intimées se fondent sur le paragraphe 13(5) de la LSCP comme moyen de défense de fond face aux demandes et aux plaintes.

[50] Il n'est pas rare que les tribunaux et les organismes administratifs instruisent en même temps des questions préliminaires, car de telles questions découlent souvent du même contexte factuel, sont plaidées par les mêmes parties et font appel à plusieurs mêmes témoins. De l'avis du Conseil, les deux questions préliminaires – l'applicabilité du paragraphe 13(5) de la LSCP et la validité constitutionnelle du paragraphe 13(5) – peuvent être réglées de cette façon, en raison des points qu'elles ont en commun. Comme il a été déterminé que le Conseil demeure saisi de la question liée à la *Charte* parce qu'elle est considérée comme pertinente, et aussi pour éviter de prendre dans le vide une décision sur la question liée à la *Charte*, le Conseil entendra les parties sur la question de l'applicabilité du paragraphe 13(5) de la LSCP dans le contexte des demandes de déclaration d'employeur unique et des plaintes de pratique déloyale de travail en même temps que celle de la contestation fondée sur la *Charte*.

[51] Le procureur du STTP a indiqué qu'il était prêt à présenter les arguments du syndicat au sujet de l'applicabilité du paragraphe 13(5) dans le cadre des plaidoiries, mais le Conseil est conscient que les intimées auront peut-être besoin de plus de temps pour préparer leurs arguments respectifs. Par conséquent, à l'audience sur ces questions, on traitera de la contestation fondée sur la *Charte* en premier lieu, afin que les parties puissent mieux juger quels éléments de preuve ou documents sont communs aux deux questions préliminaires et ainsi, peut-être, réduire le temps nécessaire pour présenter leurs arguments dans le cadre des demandes de déclaration d'employeur unique et des plaintes de pratique déloyale de travail.



[52] Comme il a été mentionné au début des présents motifs, le Conseil avait aussi posé une question au sujet de l'abandon. Compte tenu des décisions qui précèdent, il n'a pas été nécessaire de décider à quel moment le Conseil pourrait juger que la contestation fondée sur la *Charte* a été abandonnée.

## **V – Conclusion**

[53] Compte tenu de ce qui précède, le Conseil :

- a autorisé le STTP à retirer les demandes d'accréditation constituant les dossiers du Conseil n<sup>os</sup> 26787-C, 26790-C et 26793-C;
- a rejeté la demande du STTP visant à suspendre l'instruction de la contestation fondée sur la *Charte*;
- a ordonné que les questions de la contestation fondée sur la *Charte* et de l'applicabilité du paragraphe 13(5) de la LSCP soient instruites en même temps à titre de questions préliminaires relativement aux demandes de déclaration d'employeur unique et aux plaintes de pratique déloyale de travail.

## **VI – Faits ultérieurs**

[54] Depuis que le Conseil a rendu sa décision de vive voix et qu'il a rédigé les présents motifs, le syndicat l'a informé le 25 février 2011 qu'il n'entendait plus poursuivre la contestation fondée sur la *Charte*. Le syndicat a été informé que, en agissant de la sorte, il ne pourra plus invoquer la question liée à la *Charte* dans le contexte des présentes procédures. En réponse à la lettre du syndicat, Postes Canada ne s'est pas opposée au retrait de la contestation fondée sur la *Charte*, mais elle a fait valoir qu'il faudrait assortir cette mesure d'un certain nombre de conditions. Premièrement, elle a fait observer qu'il faudrait que le Conseil demeure saisi de la question de la contestation fondée sur la *Charte*, dans la forme où elle lui est actuellement présentée, jusqu'à ce qu'il se prononce sur les affaires sous-jacentes, soit les demandes de déclaration d'employeur unique et les plaintes de pratique déloyale de travail. Deuxièmement, elle soutient que le Conseil devrait imposer au STTP une période d'attente pour ce qui est de la réactivation ou de la remise en litige de

la question liée à la *Charte*. Selon Postes Canada, il faudrait interdire au STTP de contester directement ou indirectement la validité constitutionnelle du paragraphe 13(5) de la LSCP dans les présentes instances réunies ou dans toute autre instance dont est saisi le Conseil, et ce, jusqu'à ce que soient tranchées de manière définitive les demandes de déclaration d'employeur unique et les plaintes de pratique déloyale de travail ou qu'il se soit écoulé un an, selon la plus longue de ces deux périodes.

[55] Le Conseil conclut que, dans les faits, le syndicat a maintenant abandonné sa contestation fondée sur la *Charte*. Il ne lui sera donc pas permis de faire valoir de nouveau son argument fondé sur la *Charte* dans le cadre des demandes de déclaration d'employeur unique et des plaintes de pratique déloyale de travail en cause. Cependant, le Conseil n'entend pas imposer une période d'attente pour une remise en litige de la contestation fondée sur la *Charte* dans le cadre d'une autre procédure, et ce, pour les mêmes raisons qu'il n'en a pas imposé dans le contexte du retrait des demandes d'accréditation.

[56] Enfin, Postes Canada avait demandé précédemment que le Conseil motive par écrit sa décision sur l'admissibilité du rapport d'expert du syndicat. Ces motifs étaient censés être fournis au moment où le Conseil rendrait sa décision définitive sur la contestation fondée sur la *Charte*. Cependant, en raison du changement de circonstances, le Conseil décidera s'il y a lieu de fournir des motifs au sujet de la question de l'admissibilité, et du moment de le faire, le cas échéant.

[57] Il s'agit d'une décision unanime du Conseil.

*Traduction certifiée  
conforme  
Communications*

Douglas G. Ruck  
Vice-président

Norman Rivard  
Membre

Patrick J. Heinke  
Membre